REGLEMENT DU FONDS

TITRILOG 06-97

FONDS COMMUN DE CREANCES

(loi n° 88 - 1201 du 23 décembre 1988 modifiée)

ABC GESTION
Société de Gestion

CREDIT LYONNAIS
Dépositaire

SOMMAIRE

	Page
TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES	
Article 1 - Définitions	3
Article 2 - Dénomination du Fonds.....	3
Article 3 - Objet	3
Article 4 - Constitution du Fonds - Adhésion au Règlement du Fonds	3
Article 5 - Tribunal compétent.....	3
TITRE II - L'ACTIF DU FONDS	
Article 6 - Créances et Débiteurs	4
Article 7 - Modalités de recouvrement des Créances.....	6
TITRE III - LES PARTS	
Article 8 - Caractéristiques des Parts émises	8
Article 9 - Amortissement des Parts et paiement des intérêts.....	11
Article 10 - Marché secondaire	20
Article 11 - Fiscalité.....	21
TITRE IV - EVALUATION DES RISQUES - MECANISMES DE COUVERTURE	
Article 12 - Garanties bénéficiant aux porteurs de Parts.....	21
TITRE V - ORGANISMES INTERVENANT DANS L'OPERATION	
Article 13 - La Société de Gestion	23
Article 14 - Le Dépositaire et la Banque de Règlement.....	25
Article 15 - Le commissaire aux comptes	26
Article 16 - L'Agence de Notation.....	26
Article 17 - Responsabilité des Fondateurs et des autres intervenants	26
TITRE VI - FONCTIONNEMENT DU FONDS	
Article 18 - Acquisition de Créances après la Date de Constitution du Fonds	27
Article 19 - Emission de Parts après la Date de Constitution du Fonds	27
Article 20 - Trésorerie	27
Article 21 - Ratio de liquidité.....	28
Article 22 - Frais et commissions.....	28
Article 23 - Principes et exercices comptables.....	29
Article 24 - Publications d'informations.....	29
Article 25 - Dissolution - Liquidation	29
Article 26 - Modification du Règlement du Fonds	30
GLOSSAIRE	

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - Définitions

Les noms communs, termes et expressions utilisés dans le Règlement du Fonds et commençant par une majuscule auront la signification qui leur est donnée dans le Glossaire situé à la fin de ce document.

Article 2 - Dénomination du Fonds

Le Fonds a pour dénomination TITRILOG 06-97.

Article 3 - Objet

Le Fonds est un fonds commun de créances régi par la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988.

Le Fonds a pour objet exclusif d'acquérir des Créances auprès du Cédant, en vue d'émettre, en une seule fois, des Parts représentatives de ces Créances.

Le Fonds n'a pas la personnalité morale. Les dispositions du code civil relatives à l'indivision ne s'appliquent pas au Fonds. Il en va de même des dispositions des articles 1871 et 1873 dudit code.

Article 4 - Constitution du Fonds - Adhésion au Règlement du Fonds

Le Fonds est constitué le 4 juillet 1997. Le Règlement du Fonds entre en vigueur à cette même date.

La souscription ou l'acquisition d'une Part entraîne de plein droit l'adhésion de son souscripteur ou de son acquéreur aux dispositions du Règlement du Fonds. Les porteurs de Parts peuvent se procurer sans frais le Règlement du Fonds auprès de la Société de Gestion ou du Dépositaire.

Article 5 - Tribunal compétent

Tout litige notamment quant à l'exécution, l'interprétation ou les conséquences du Règlement du Fonds est du ressort des tribunaux compétents de Paris.

TITRE II
L'ACTIF DU FONDS

Article 6 - Créances et Débiteurs

Nature des Créances

A la Date de Constitution du Fonds, conformément au Contrat de Cession et de Gestion, les Créances :

- résulteront chacune d'un prêt à moyen ou long terme :
 - . d'une durée à l'origine inférieure ou égale à 25 ans,
 - . consenti par le seul Cédant à des particuliers conformément à ses procédures habituelles d'octroi pour ce type de créances,
 - . entièrement libéré,
 - . destiné à financer l'acquisition d'un bien immobilier à usage d'habitation et/ou la réalisation de travaux dans de tels biens,
 - . sans période de franchise de remboursement ou dont la période de franchise sera arrivée à son terme ;
- pourront faire l'objet d'un ou plusieurs remboursements anticipés, total ou partiels, à l'initiative du Débiteur ;
- porteront intérêt à un taux nominal fixe, hors assurance, compris entre 5,97 et 19,50 % l'an ;
- seront amortissables par mensualités constantes (hors primes d'assurance) payables à terme échu, par prélèvements automatiques effectués sur le Compte du Débiteur ;
- auront une durée restant à courir comprise entre 1 mois et 20 ans ;
- seront détenues en pleine propriété par le Cédant depuis leur origine ;
- seront gérées par le Cédant conformément à ses procédures habituelles pour ce type de créances ;
- existeront pour l'intégralité de leur montant de CRD figurant dans le bordereau de cession de créances ;
- ne feront l'objet d'aucune cession, délégation, saisie ou opposition quelconque ni d'aucun nantissement, privilège ou empêchement quelconque, en tout ou partie, de sorte qu'il n'y aura aucun obstacle à leur cession au Fonds ;
- ne seront ni immobilisées, ni douteuses ou litigieuses ;
- ne feront l'objet, à la connaissance du Cédant, d'aucun incident de paiement non encore régularisé ;
- n'auront fait l'objet d'aucun traitement contentieux ni d'aucune déchéance du terme avant la Date de Constitution du Fonds.

En outre, à la Date de Constitution du Fonds, conformément au Contrat de Cession et de Gestion :

- aucun Débiteur ne pourra valablement opposer au Cédant d'exception au paiement de tout montant se rapportant à la Créance dont il sera redevable ;
- les actes et contrats relatifs aux Créances et aux éventuelles sûretés qui s'y rattachent constitueront des obligations contractuelles valables en toutes leurs dispositions, et les formalités nécessaires, le cas échéant, pour rendre ces éventuelles sûretés opposables aux tiers auront été effectuées ;
- tous les contrats de prêt postérieurs au 1er janvier 1995 et dont résultent les Créances contiendront une clause faisant mention de la possibilité du transfert du recouvrement des Créances, comme prévu à l'article 36 alinéa 2 de la Loi.

Par ailleurs, au moins 95 % des Créances bénéficieront d'une assurance couvrant les risques de décès et d'incapacité de travail du Débiteur, cette assurance ayant été souscrite concomitamment à la signature du contrat de prêt dont résulte chacune de ces Créances.

En revanche, les Créances ne bénéficieront d'aucune contregarantie accordée par un organisme de cautionnement mutuel ou un établissement de crédit. En l'état de la réglementation applicable à la Date de Constitution du Fonds, elles ne seront pas éligibles au marché hypothécaire.

Sélection des Créances

Une liste initiale de créances a été sélectionnée préalablement à la période de souscription des Parts, au sein du portefeuille de créances détenues par le Cédant et satisfaisant aux critères exposés au paragraphe *Nature des Créances* ci-dessus. A la Date de Constitution du Fonds, les créances de la liste initiale qui ne satisferont plus aux critères exposés au paragraphe *Nature des Créances* ci-dessus ou qui auront été remboursées par anticipation seront remplacées par des créances de caractéristiques équivalentes. Les créances figurant sur la liste initiale après le remplacement susvisé seront cédées au Fonds à cette même date.

Une description des créances figurant sur la liste initiale, ainsi que des données historiques sur les portefeuilles de prêts immobiliers aux particuliers consentis par le Cédant dont sont issues ces créances, figurent dans la Note d'Information.

Garanties du Cédant

Le Cédant a garanti, dans le cadre du Contrat de Cession et de Gestion, qu'à la Date de Constitution du Fonds les Créances seront conformes à la description qui en est donnée au paragraphe *Nature des Créances* ci-dessus.

Le Cédant s'est engagé, au cas où à tout moment de la vie du Fonds il serait constaté qu'à la Date de Constitution du Fonds une ou plusieurs Créances n'étaient pas conformes à cette description, à reprendre les Créances concernées dans le cadre d'une résolution de leur cession ou d'un échange avec des Créances conformes à cette description ou, selon le cas, à indemniser le Fonds du préjudice qui pourrait résulter d'une telle non conformité.

Pour toute Créance dont la cession aura été résolue dans les conditions susvisées, le Cédant devra rembourser au Fonds l'intégralité des montants de principal et d'intérêt restant dus au titre de la Créance.

En dehors des garanties de conformité susvisées, les Créances bénéficieront, à compter de la Date de Constitution du Fonds, des éventuelles sûretés réelles ou personnelles prises à l'appui des contrats de prêts dont résultent ces Créances, et des garanties décrites au paragraphe *Evaluation des risques et mécanismes de couverture* ci-après, à l'exclusion de toute autre garantie du Cédant ou des Fondateurs quant au paiement ponctuel et complet des sommes dues par les Débiteurs au titre des Créances.

Interdictions légales

Le Fonds ne peut pas nantir les Créances. Il ne peut pas non plus les céder sauf, le cas échéant, à l'occasion de la liquidation du Fonds dans les conditions définies dans la Note d'Information et le Règlement du Fonds.

Capital restant dû et prix de cession des Créances

Le total du capital restant dû des Créances acquises par le Fonds à la date de sa constitution sera au moins égal à FRF 9 500 150 000.

Le prix de cession de ces Créances sera égal au capital restant dû des Créances au 1er juillet 1997 (date de jouissance des Créances au bénéfice du Fonds). Ce prix de cession sera intégralement exigible à la Date de Constitution du Fonds.

Article 7 - Modalités de recouvrement des Créances

Le Crédit Lyonnais continuera d'assurer la gestion et le recouvrement des Créances, en tant que Recouvreur, dans le cadre du Contrat de Cession et de Gestion.

En cette qualité, le Recouvreur :

- portera à la gestion et au recouvrement des Créances les soins qu'y apporterait un gestionnaire prudent et avisé, et des diligences au moins équivalentes à celles qu'il applique et appliquera à ses propres créances, conformément à des procédures conformes aux lois et règlements en vigueur ;
- prendra ou fera prendre, pour le compte du Fonds, les mesures conservatoires nécessaires à la préservation des Créances et des éventuelles sûretés dont elles bénéficient, comme il le ferait pour ses propres créances, et effectuera notamment les éventuelles démarches et formalités nécessaires au renouvellement ou à la prorogation des sûretés parvenues à leur terme avant expiration des Créances qu'elles garantissent ;
- diligentera pour le compte du Fonds les actes et procédures judiciaires, extrajudiciaires ou amiables nécessaires au recouvrement des Créances, sous réserve du respect de ses obligations susvisées, et aura tous pouvoirs pour transiger avec un Débiteur, sous les mêmes réserves ;
- pourra, dans le cadre d'une procédure de règlement amiable ou d'une procédure de redressement judiciaire civil prévues par le Code de la consommation, ou toute procédure

analogue définie par une loi en vigueur ou à venir, participer à l'élaboration d'un plan conventionnel de règlement et faire des propositions en ce sens ou, selon le cas, faire des propositions de renégociation à la juridiction saisie de l'affaire, sous réserve de respecter ses obligations susvisées ;

- pourra, tant que le Cédant assurera les fonctions de Recouvreur, faire bénéficier certains Débiteurs d'une baisse du taux d'intérêt applicable à la Créance qui les concerne, sous réserve :
 - . du respect de ses obligations susvisées ;
 - . que ces mesures soient prises dans les mêmes conditions que pour les Créances dont le Cédant aura conservé la propriété, de sorte que le portefeuille de Créances acquises par le Fonds ne fasse à aucun moment l'objet d'un traitement moins favorable au créancier que le portefeuille de créances similaires conservées par le Cédant ;
 - . que le taux d'intérêt nominal applicable à chacune des Créances concernées, compte tenu des éventuelles réductions de taux intervenues depuis l'acquisition de ces Créances par le Fonds, reste à tout moment au moins égal à 8,78 % ;

- assurera, si nécessaire, la liquidité du Fonds par la mise en place de Paiements Anticipés Techniques dans les conditions définies au paragraphe *Amortissement des Parts et paiement des intérêts* ci-après.

Pour les besoins notamment du recouvrement, le Compte Général sera ouvert au nom du Fonds dans les livres de la Banque de Règlement par le Dépositaire. Les titres à court terme émis par la Banque de Règlement devront être notés au moins P1 (Moody's). A défaut, les engagements de la Banque de Règlement au titre de la restitution du solde créancier du Compte Général devront être garantis par un établissement habilité à consentir une telle garantie et dont les titres à court terme devront être notés au moins P1 (Moody's) ou dont la qualité de crédit des titres à court terme sera jugée équivalente à P1 par Moody's.

Le Compte Général sera crédité au jour le jour par le Recouvreur, du montant des sommes en principal et intérêt mises en recouvrement au titre des Créances, à l'exception des Accessoires éventuels qui seront conservés par le Recouvreur à titre de complément de rémunération, sous réserve du paiement de toutes sommes en principal et intérêt exigibles dues au Fonds au titre de la Créance.

Après chaque Date d'Arrêté et dès que le montant des sommes en principal et intérêt effectivement recouvrées par le Recouvreur au titre des Créances pendant le Mois de Référence de cette Date d'Arrêté sera connu, la Société de Gestion calculera la différence entre :

- les sommes portées au crédit du Compte Général par le Recouvreur chaque Jour Ouvré du Mois de Référence de cette Date d'Arrêté, conformément au paragraphe ci-dessus, et
- les sommes en principal et intérêt effectivement recouvrées par le Recouvreur au titre de ces Créances pendant ce Mois de Référence, en ce compris les Remboursements Anticipés et les Récupérations, mais à l'exclusion des Accessoires éventuels.

Si cette différence est positive, la Société de Gestion donnera les instructions nécessaires pour que soit immédiatement remboursé au Recouvreur, par le débit du Compte Général, le montant de cette différence.

Si cette différence est négative, la Société de Gestion en communiquera le montant au Recouvreur de sorte que celui-ci vire immédiatement au crédit du Compte Général le montant de cette différence.

La gestion et le recouvrement des Créances pourront être confiés, en tout ou partie et à tout moment, à une personne autre que le Recouvreur :

- (i) à première demande du Recouvreur ; ou
- (ii) en cas de manquement du Recouvreur à l'une quelconque de ses obligations légales ou contractuelles en qualité de Recouvreur ; ou
- (iii) dans l'hypothèse où, à tout moment de la vie du Fonds, le maintien du Recouvreur en cette qualité serait de nature à provoquer une détérioration ou le retrait de l'une au moins des Notations alors en vigueur.

En particulier, conformément aux dispositions d'un contrat conclu par les Fondateurs avec Crédit Logement, en sa qualité de Recouvreur de Substitution, ce dernier pourra se voir confier, dans les conditions susvisées, la gestion et le recouvrement des Créances comptant au moins une échéance impayée.

En tout état de cause, tout changement total ou partiel de Recouvreur envisagé dans les conditions ci-dessus ne pourra avoir lieu que sous réserve :

- que la Société de Gestion en ait préalablement averti les Agences de Notation ; et
- que la modification envisagée ne soit pas de nature à provoquer une détérioration ou un retrait de l'une au moins des Notations alors en vigueur, ou ait pour objet de limiter cette détérioration ou d'éviter un tel retrait.

TITRE III

LES PARTS

Article 8 - Caractéristiques des Parts émises

Description des Parts

Les Parts sont émises par le Fonds et intégralement libérées en une seule fois et en quatre catégories distinctes, les Parts A1 et A2, les Parts B et la Part Résiduelle.

Les Parts A1 et A2 sont des Parts ordinaires et font l'objet d'un placement public. Elles sont destinées aux investisseurs institutionnels et aux OPCVM. Les particuliers et autres investisseurs peuvent néanmoins les souscrire. Elles s'amortissent trimestriellement selon un échéancier indéterminé. Sauf en cas d'Amortissement Accéléré, les Parts A1 et A2 s'amortissent sur une base séquentielle, les Parts A2 ne commençant à s'amortir qu'après complet amortissement des Parts A1.

Les Parts B sont des Parts subordonnées, spécifiques au sens de l'article 9 du Décret. A ce titre, elle font l'objet d'un placement privé et ne peuvent être souscrites par des OPCVM ou des personnes physiques. Elles s'amortissent trimestriellement, sauf suspension dans les conditions visées au paragraphe *Amortissement des Parts et paiement des intérêts* ci-après.

La Part Résiduelle est souscrite par le Cédant. Elle sera amortie en une fois, à la date de clôture de la liquidation du Fonds, par attribution du boni de liquidation éventuel.

Les Parts A et B et, dans certains cas, la Part Résiduelle donnent droit à la distribution d'un intérêt trimestriel.

Les principales caractéristiques des Parts figurent dans le tableau ci-après. Les règles d'affectation, de calcul et de distribution du principal et des intérêts dus au titre des Parts sont fixées au paragraphe *Amortissement des Parts et paiement des intérêts* ci-après.

TABLEAU DESCRIPTIF DES PARTS

	Parts A1	Parts A2	Parts B	Part Résiduelle
Nombre de Parts	43 938	43 938	7 125	1
Montant nominal unitaire	FRF 100 000	FRF 100 000	FRF 100 000	N.C. (*)
Montant nominal total	FRF 4 393 800 000	FRF 4 393 800 000	FRF 712 500 000	N.C. (*)
Prix d'émission	au pair	au pair	au pair	au pair
Prix de remboursement	au pair	au pair	au pair	au pair
Taux facial (**)	PIBOR 3 mois + 0,05 % l'an	PIBOR 3 mois + 0,15 % l'an	PIBOR 3 mois + 0,40 % l'an	indéterminé
Taux actuariel à l'émission (***)	3,55 %	3,65 %	3,95 %	indéterminé
Période de souscription	du 26 juin au 3 juillet 1997	du 26 juin au 3 juillet 1997	du 26 juin au 3 juillet 1997	4 juillet 1997
Acquisition et règlement par les souscripteurs	4 juillet 1997	4 juillet 1997	4 juillet 1997	4 juillet 1997
Date de jouissance	4 juillet 1997	4 juillet 1997	4 juillet 1997	4 juillet 1997
Rythme de paiement des intérêts	trimestriel	trimestriel	trimestriel	trimestriel
Rythme d'amortissement	trimestriel	trimestriel avec franchise (après amort. des A1)	trimestriel	<i>in fine</i> , par attribution du boni de liquidation
Maturité finale (***)	25 janvier 2001	25 juillet 2006	25 juillet 2006	25 juillet 2006
Durée de vie moyenne à l'émission (***)	1,75 an	6,38 ans	5,35 ans	9,06 ans
Note Moody's	Aaa (****)	Aaa (****)	A3 (****)	N.C.
Note Fitch	AAA (****)	AAA (****)	A (****)	N.C.
Forme des Parts à l'émission	au porteur	au porteur	au porteur	nominative
Placement des Parts	public	public	privé	privé
Cotation	admission demandée à la cote officielle de la Bourse de Paris (rubrique FCC) et aux opérations Sicovam, Cedel et Euroclear	admission demandée à la cote officielle de la Bourse de Paris (rubrique FCC) et aux opérations Sicovam, Cedel et Euroclear	non cotée admission demandée aux opérations Sicovam, Cedel et Euroclear	non cotée

(*) Le montant nominal de la Part Résiduelle sera fixé à la Date de Constitution du Fonds, et égal à la différence positive entre le prix de cession des Créances et le montant nominal total des Parts A1, A2 et B.

(**) En cas de cession des Parts, le calcul des intérêts courus s'effectue sur la base exact/360 pour les Parts A1, A2 et B.

(***) Données calculées sur la base de l'échéancier prévisionnel du scénario créances standard, en supposant que le Fonds cédera les Créances figurant encore à son actif lorsque le CRD des Créances sera devenu inférieur à 10 % du montant initial de l'émission.

(****) Sous réserve que les Créances et la documentation définitive du Fonds remplissent toutes les conditions arrêtées entre les Fondateurs et les Agences de Notation.

Echéanciers prévisionnels des Parts

Les échéanciers prévisionnels des Parts A1, A2 et B figurent dans la Note d'Information.

Ces échéanciers sont purement indicatifs compte tenu des règles d'amortissement applicables à ces Parts, dont l'échéancier est indéterminé par construction.

Ces échéanciers sont purement indicatifs compte tenu des règles d'amortissement applicables à ces Parts, dont l'échéancier est indéterminé par construction.

Les montants d'intérêts exigibles mentionnés dans les échéanciers ci-dessous sont également purement indicatifs, du fait du caractère indicatif des montants de capital restant dû mentionnés à chaque Date de Paiement et du caractère variable des taux de coupon applicables aux Parts concernées. Ces montants d'intérêts ont donc été calculés en supposant cristallisé, sur toute la durée de vie du Fonds, le taux facial de chacune de ces catégories de Parts, sur la base du taux de référence constaté le 9 juin 1997.

Compte tenu du caractère particulier du mode de rémunération et d'amortissement de la Part Résiduelle, il n'y a pas lieu à l'établissement d'un échéancier prévisionnel de cette Part.

En tout état de cause, les garanties visées dans la Note d'Information et le Règlement du Fonds ne sont pas conçues pour garantir le respect des échéanciers prévisionnels et ne sauraient donc être mises en jeu à cette fin.

Les porteurs

Les porteurs de Parts sont copropriétaires des Créances.

Conformément à la Loi, ils ne sont tenus des dettes du Fonds qu'à concurrence de son actif et proportionnellement à leur quote-part.

Les porteurs de Parts disposent des recours décrits à l'article 17 du Règlement du Fonds mais ne peuvent exercer aucun recours direct à l'encontre des Débiteurs au titre des Créances ou à l'encontre de quiconque autre que la Société de Gestion, seule cette dernière étant habilitée à représenter le Fonds en justice, tant en demande qu'en défense.

Par ailleurs, les porteurs de Parts ont droit aux informations décrites dans la Note d'Information et visées à l'article 24 ci-après. Ils n'interviennent pas dans la gestion du Fonds et ne sauraient donc encourir de responsabilité à ce titre.

En application de l'article 1 alinéa 2 du décret n° 89-158 du 9 mars 1989 modifié, les SICAV et sociétés de gestion de fonds communs de placement doivent transmettre à la Société de Gestion, dans un délai de trois semaines à compter de la fin de chaque semestre, le montant des Parts qu'elles détiennent.

Article 9 - Amortissement des Parts et paiement des intérêts

Principe

En période d'Amortissement Normal :

- les Parts A et B s'amortissent et les intérêts sur ces Parts sont payés trimestriellement, à chaque Date de Paiement, selon un échéancier indéterminé, fonction du rythme d'amortissement contractuel des Créances, des Remboursements Anticipés et des Déchéances du Terme constatés sur les Créances ; l'amortissement des Parts B peut toutefois être provisoirement arrêté dans les conditions définies au paragraphe *Modification des Bases d'amortissement* ci-après ;
- les Parts A1 et A2 s'amortissent sur une base séquentielle, les Parts A2 ne commençant à s'amortir qu'après complet amortissement des Parts A1 ;
- les éventuels intérêts dus sur la Part Résiduelle sont versés à son porteur trimestriellement, à chaque Date de Paiement ; les paiements d'intérêts au porteur de la Part Résiduelle peuvent toutefois être suspendus dans les conditions définies aux paragraphes *Modification des Bases d'amortissement* et *Allocations des flux* ci-après.

Le Fonds entre en période d'Amortissement Accélééré à une Date de Paiement si, à la Date de Versement située un Jour Ouvré avant cette Date de Paiement, le Ratio de Perte Nette constaté à la dernière Date d'Arrêté du Trimestre de Référence est supérieur à :

- . 5 %, pour les quatre premiers Trimestres de Référence, ou
- . 6 %, pour les cinquième à huitième Trimestres de Référence, ou
- . 7 %, pour les neuvième à douzième Trimestres de Référence, ou
- . 8 %, pour les Trimestres de Référence suivants.

En période d'Amortissement Accélééré :

- les Parts A1 et A2 s'amortissent trimestriellement, à chaque Date de Paiement, sur une base *pari passu*, au prorata du capital restant dû sur ces Parts ;
- l'amortissement des Parts B est suspendu jusqu'à complet amortissement des Parts A1 et A2 ;
- tout paiement d'intérêt à la Part Résiduelle est suspendu jusqu'à complet amortissement des Parts A1, A2 et B.

En tout état de cause, la Part Résiduelle s'amortit *in fine*, à la date de clôture de la liquidation du Fonds, par attribution du boni de liquidation éventuel.

Les règles d'allocations des flux au sein du Fonds en période d'Amortissement Normal et, le cas échéant, en période d'Amortissement Accélééré sont précisées ci-après.

Amortissement Normal

Calculs préalables

En temps utile avant chaque Date de Paiement, la Société de Gestion, ou toute entité agissant sous son contrôle, procède aux calculs visés ci-après.

Ratio Prioritaire et Ratio Subordonné

Le Ratio Prioritaire initial, applicable à la première Date de Paiement et à son Trimestre de Référence, est égal à 92,5 %.

Le Ratio Prioritaire applicable à toute Date de Paiement ultérieure et à son Trimestre de Référence est égal au rapport entre :

- le capital restant dû des seules Parts A à l'issue de la précédente Date de Paiement, et
- le CRD des Créances Vivantes à la Date d'Arrêté précédant cette précédente Date de Paiement.

Le Ratio Subordonné applicable à toute Date de Paiement et à son Trimestre de Référence est égal à la différence entre 100 % et le Ratio Prioritaire à cette date.

Bases d'Amortissement

Pour chaque Trimestre de Référence et jusqu'à complet amortissement des Parts A, la Base d'Amortissement des Parts A est égale à la somme des Bases Mensuelles d'Amortissement des Parts A des Mois de Référence composant ce Trimestre de Référence, dans la limite du capital restant dû sur les Parts A à l'issue de la Date de Paiement se rapportant au Trimestre de Référence précédent.

Pour chaque Mois de Référence composant un Trimestre de Référence et jusqu'à complet amortissement des Parts A, la Base Mensuelle d'Amortissement des Parts A est égale :

- (i) au produit :
 - du Ratio Prioritaire applicable au Trimestre de Référence considéré ;
 - de la somme :
 - . du montant de principal attendu au cours du Mois de Référence considéré, au titre des Créances Vivantes à la Date d'Arrêté du Mois de Référence considéré, et
 - . du CRD, constaté à la Date d'Arrêté du Mois de Référence considéré, des Créances qui ont été déchues de leur terme au cours de ce Mois de Référence ;
- (ii) augmenté du montant de capital remboursé par anticipation au titre des Créances Vivantes au cours du Mois de Référence considéré.

Pour chaque Trimestre de Référence et jusqu'à complet amortissement des Parts B, la Base d'Amortissement des Parts B est égale à la somme des Bases Mensuelles d'Amortissement des Parts B des Mois de Référence composant ce Trimestre de Référence, dans la limite du capital restant dû sur les Parts B à l'issue de la Date de Paiement se rapportant au Trimestre de Référence précédent.

Pour chaque Mois de Référence composant un Trimestre de Référence et jusqu'à complet amortissement des Parts A, la Base Mensuelle d'Amortissement des Parts B est égale au produit :

- du Ratio Subordonné applicable au Trimestre de Référence considéré ;
- de la somme :
 - . du montant de principal attendu au cours du Mois de Référence considéré, au titre des Créances Vivantes à la Date d'Arrêté du Mois de Référence considéré, et
 - . du CRD, constaté à la Date d'Arrêté du Mois de Référence considéré, des Créances qui ont été déchues de leur terme au cours de ce Mois de Référence.

Pour chaque Mois de Référence après complet amortissement des Parts A et jusqu'à complet amortissement des Parts B, la Base Mensuelle d'Amortissement des Parts B est égale à la somme :

- du montant de principal attendu au cours du Mois de Référence considéré, au titre des Créances Vivantes à la Date d'Arrêté du Mois de Référence considéré ;
- du CRD, constaté à la Date d'Arrêté du Mois de Référence considéré, des Créances qui ont été déchues de leur terme au cours de ce Mois de Référence ;

- du montant de capital remboursé par anticipation au titre des Créances Vivantes au cours du Mois de Référence considéré.

Seuil de Réserve

A une Date de Versement, le Seuil de Réserve est égal à :

- 0,5 % du montant nominal initial des Parts, si aucun des cas visés ci-après n'est réalisé à cette date ou si l'on est passé en période d'Amortissement Normal Modifié dans les conditions visées au paragraphe *Modification des Bases d'Amortissement* ci-après ;
- 1 % du montant nominal initial des Parts, si l'un quelconque des cas visés ci-après se trouve réalisé à cette date sans que l'on soit en période d'Amortissement Normal Modifié :
 - . la moyenne arithmétique des Ratios d'Impayé constatés sur les six derniers Mois de Référence est supérieure à 6 % ;
 - . le Ratio de Perte Brute constaté à la dernière Date d'Arrêté du Trimestre de Référence est supérieur à :
 - . 1,10 %, pour les quatre premiers Trimestres de Référence, ou
 - . 2,30 %, pour les cinquième à huitième Trimestres de Référence, ou
 - . 3,60 %, pour les neuvième à douzième Trimestres de Référence, ou
 - . le Ratio de Perte Nette constaté à la dernière Date d'Arrêté du Trimestre de Référence est supérieur à :
 - . 4,00 %, pour les treizième à seizième Trimestres de Référence, ou
 - . 4,10 %, pour les dix-septième à vingtième Trimestres de Référence, ou
 - . 4,00 %, pour les Trimestres de Référence suivants.

Modification des Bases d'Amortissement

Le montant des Bases d'Amortissements applicables à une Date de Paiement sera modifié dans le cadre d'un Amortissement Normal Modifié, si l'un quelconque des cas suivants se produit :

- la moyenne arithmétique des Ratios d'Impayé constatés sur les six derniers Mois de Référence est supérieure à 8 % ;
- le Ratio de Perte Brute constaté à la dernière Date d'Arrêté du Trimestre de Référence est supérieur à :
 - . 1,35 %, pour les quatre premiers Trimestres de Référence, ou
 - . 2,85 %, pour les cinquième à huitième Trimestres de Référence, ou
 - . 4,25 %, pour les neuvième à douzième Trimestres de Référence, ou
- . le Ratio de Perte Nette constaté à la dernière Date d'Arrêté du Trimestre de Référence est supérieur à :
 - . 4,25 %, pour les treizième à seizième Trimestres de Référence, ou
 - . 4,50 %, pour les dix-septième à vingtième Trimestres de Référence, ou
 - . 4,25 %, pour les Trimestres de Référence suivants.

Dans une telle hypothèse :

- le montant de la Base d'Amortissement des Parts A calculée dans les conditions visées au paragraphe *Bases d'Amortissement* ci-dessus est majorée du montant de la Base d'Amortissement des Parts B calculée dans ces mêmes conditions ;
- le solde créditeur éventuel du Compte Général après les affectations prévues aux 1. à 8. du paragraphe *Allocation des flux* ci-après est affecté à l'amortissement des Parts A ;
- la Base d'Amortissement des Parts B est ramenée à zéro.

Dès qu'à une Date de Versement, compte tenu des modifications susvisées intervenues pour les calculs préalables aux Dates de Versement précédentes, la somme :

- du capital restant dû des Parts B à l'issue de la précédente Date de Paiement, et

- des soldes créditeurs cumulés du Compte de Gage-Espèces et du Compte de Marge Bloquée , sera devenue supérieure à 16 % du CRD des Créances Vivantes à la dernière Date d'Arrêté du Trimestre de Référence de cette Date de Versement, les Bases d'Amortissements des Parts A et B seront de nouveau calculées conformément aux règles normales fixées au paragraphe *Bases d'Amortissement* ci-dessus, sous réserve du respect de cette règle des 16 %.

Coupons

A chaque Date de Paiement, le Coupon auquel donne droit une catégorie de Parts A ou B, est égal :

- au capital restant dû des Parts de cette catégorie, constaté le premier jour de la Période d'Intérêt de cette Date de Paiement ;
- multiplié par le taux facial applicable à cette catégorie de Parts, figurant dans le tableau descriptif des Parts ;
- multiplié par le nombre de jours exact de la Période d'Intérêt ;
- divisé par 360 ;
- arrondi, pour chaque Part, au centime inférieur.

Allocation des flux

A chaque Date de Versement, la Société de Gestion procède aux allocations de flux visées ci-après, dans l'ordre dans lequel elles sont mentionnées.

Chaque fois qu'il est prévu de débiter l'un des comptes du Fonds, ce débit est effectué dans la limite de son solde créditeur, compte tenu des opérations mentionnées auparavant, de sorte qu'aucun des comptes du Fonds ne puisse présenter, à aucun moment, un solde débiteur.

- 1.** Si l'Encours des Paiements Anticipés Techniques est non nul, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit remboursé au Recouvreur le montant de cet encours :
 - par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
 - par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
 - par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
 - par le débit du Compte de Gage-Espèces.

- 2.** La Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit payé à leurs bénéficiaires le montant des Commissions de Base :
 - par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
 - par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
 - par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
 - par le débit du Compte de Gage-Espèces.

- 3.** Si un montant est dû par le Fonds à la Contrepartie au titre des Opérations d'Echange à cette date, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que ce montant soit payé à la Contrepartie :
 - par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
 - par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,

- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

Si à l'inverse un montant est dû au Fonds par la Contrepartie au titre des Opérations d'Echange à cette date, la Société de Gestion vérifie le paiement de ce montant par la Contrepartie, et son inscription au crédit du Compte Général.

4. La Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur le montant du Coupon A, augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

5. La Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur le montant du Coupon B, augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

6. La Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur le montant de la Base d'Amortissement des Parts A à cette date, augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

La Base d'Amortissement des Parts A est affectée en priorité à l'amortissement des Parts A1 puis, après complet amortissement de celles-ci, à l'amortissement des Parts A2.

7. Si l'on n'est pas dans le cadre d'un Amortissement Normal Modifié dans les conditions visées au paragraphe *Modification des Bases d'Amortissement* ci-dessus, ou si, dans le cadre d'un tel Amortissement Normal Modifié, la somme :

- du capital restant dû des Parts B à l'issue de la précédente Date de Paiement, et
- des soldes créditeurs cumulés du Compte de Gage-Espèces et du Compte de Marge Bloquée, est supérieure à 16 % du CRD des Créances Vivantes à la dernière Date d'Arrêté du Trimestre de Référence de cette Date de Versement, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur :
- le montant de la Base d'Amortissement des Parts B à cette date,
- augmenté, le cas échéant, de la différence positive entre (i) la Base d'Amortissement des Parts A à cette date et (ii) le capital restant dû des Parts A à l'issue de la précédente Date de Paiement,
- augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante.

Ce virement est effectué :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

En tout état de cause, les sommes ainsi affectées à l'amortissement des Parts B devront être limitées, le cas échéant, de sorte qu'à aucune Date de Paiement, compte tenu des distributions intervenues à cette date au profit des porteurs de Parts B :

- le capital restant dû des Parts B soit inférieur ou égal à 1,50 % du montant nominal total des Parts à la Date de Constitution du Fonds, et ce tant que les Parts A ne seront pas totalement amorties ;
- si l'on n'est dans le cadre d'un Amortissement Normal Modifié dans les conditions visées au paragraphe *Modification des Bases d'Amortissement* ci-dessus, la somme :
 - . du capital restant dû des Parts B à l'issue de la précédente Date de Paiement, et
 - . des soldes créditeurs cumulés du Compte de Gage-Espèces et du Compte de Marge Bloquée, soit inférieure à 16 % du CRD des Créances Vivantes à la dernière Date d'Arrêté du Trimestre de Référence de cette Date de Paiement.

8. Si les soldes créditeurs cumulés du Compte de Gage-Espèces et du Compte de Marge Bloquée sont inférieurs au Seuil de Réserve applicable à cette date, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit virée, par le débit du Compte Général, la différence positive entre (i) le Seuil de Réserve et (ii) les soldes créditeurs cumulés du Compte de Gage-Espèces et du Compte de Marge Bloquée :

- au crédit du Compte de Gage-Espèces, le solde créditeur de ce compte ne pouvant excéder le Montant du Gage-Espèces, puis, si cette limite est atteinte,
- au crédit du Compte de Marge Bloquée.

Si à l'inverse les soldes créditeurs cumulés du Compte de Gage-Espèces et du Compte de Marge Bloquée sont supérieurs au Seuil de Réserve applicable à cette date, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit virée au crédit du Compte Général la différence positive entre (i) les soldes créditeurs cumulés du Compte de Gage-Espèces et du Compte de Marge Bloquée et (ii) le Seuil de Réserve :

- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

9. Si l'on est dans le cadre d'un Amortissement Normal Modifié dans les conditions visées au paragraphe *Modification des Bases d'Amortissement* ci-dessus, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur, à titre d'amortissement complémentaire des Parts A augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante, le solde du Compte Général, de sorte que celui-ci soit soldé à zéro, aux arrondis près.

10. Si les Parts A et B sont totalement amorties, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré au Cédant le Montant du Gage-Espèces :

- par le débit du Compte de Gage-Espèces puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte Général.

11. Si la Date de Versement est située un Jour Ouvré avant la dernière Date de Paiement, correspondant à la clôture de la liquidation du Fonds, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que le boni de liquidation éventuel soit versé au porteur de la Part Résiduelle, de sorte que tous les comptes ouverts au nom du Fonds dans les livres de la Banque de Règlement et de la Banque de Dépôt soient soldés à zéro.

12. Si le solde créditeur du Compte Général est non nul, ce solde constitue le Coupon Résiduel, et la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que le Coupon Résiduel soit payé au porteur de la Part Résiduelle à la Date de Paiement suivante, de sorte que le Compte Général soit soldé à zéro.

Amortissement Accélééré

Calculs préalables

En temps utile avant chaque Date de Paiement, la Société de Gestion, ou toute entité agissant sous son contrôle, procède aux calculs visés ci-après.

Coupons

A chaque Date de Paiement, le Coupon auquel donne droit une catégorie de Parts A ou B, est égal :

- au capital restant dû des Parts de cette catégorie, constaté le premier jour de la Période d'Intérêt de cette Date de Paiement ;
- multiplié par le taux facial applicable à cette catégorie de Parts ;
- multiplié par le nombre de jours exact de la Période d'Intérêt ;
- divisé par 360 ;
- arrondi, pour chaque Part, au centime inférieur.

Allocation des flux

A chaque Date de Versement, la Société de Gestion procède aux allocations de flux visées ci-après, dans l'ordre dans lequel elles sont mentionnées.

Chaque fois qu'il est prévu de débiter l'un des comptes du Fonds, ce débit est effectué dans la limite de son solde créditeur, compte tenu des opérations mentionnées auparavant, de sorte qu'aucun des comptes du Fonds ne puisse présenter, à aucun moment, un solde débiteur.

1. Si l'Encours des Paiements Anticipés Techniques est non nul, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit remboursé au Recouvreur le montant de cet encours :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

2. Si l'Arriéré de Commissions est non nul, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que le montant de cet arriéré soit payé aux bénéficiaires des Commissions de Base, sur une base *pari passu* :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,

- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

La part de l'Arriéré de Commissions restée impayée, le cas échéant, augmentée des éventuelles sommes dues à cette date au titre des Commissions de Base conformément au 4. ci-dessous et restées impayées à cette même date, constitue l'Arriéré de Commissions à prendre en compte à la Date de Versement suivante.

3. La Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit payé à leurs bénéficiaires le montant des Commissions de Base :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

4. Si l'Arriéré d'Echange est non nul, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que le montant de cet arriéré soit payé à la Contrepartie :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

La part de l'Arriéré d'Echange restée impayée, le cas échéant, augmentée des éventuelles sommes dues à la Contrepartie au titre des Opérations d'Echange conformément au 6. ci-dessous et restées impayées à cette même date, constitue l'Arriéré d'Echange à prendre en compte à la Date de Versement suivante.

5. Si un montant est dû par le Fonds à la Contrepartie au titre des Opérations d'Echange à cette date, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que ce montant soit payé à la Contrepartie :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

Si à l'inverse un montant est dû au Fonds par la Contrepartie au titre des Opérations d'Echange à cette date, la Société de Gestion vérifie le paiement de ce montant par la Contrepartie, et son inscription au crédit du Compte Général.

6. Si l'Arriéré de Coupon A est non nul, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur le montant de cet arriéré, augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

La part de l'Arriéré de Coupon A restée impayée à la Date de Paiement située un Jour Ouvré après cette Date de Versement, le cas échéant, augmentée de l'éventuelle part du Coupon A

restée impayée à cette même date conformément au 7. ci-dessous, constitue l'Arriéré de Coupon A à prendre en compte à la Date de Versement suivante.

7. La Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur le montant du Coupon A, augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

8. Si l'Arriéré de Coupon B est non nul, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur le montant de cet arriéré, augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

La part de l'Arriéré de Coupon B restée impayée à la Date de Paiement située un Jour Ouvré après cette Date de Versement, le cas échéant, augmentée de l'éventuelle part du Coupon B restée impayée à cette même date conformément au 9. ci-dessous, constitue l'Arriéré de Coupon B à prendre en compte à la Date de Versement suivante.

9. La Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur le montant du Coupon B, augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par appel aux Paiements Anticipés Techniques, sous réserve du respect du Plafond Technique, puis, en cas d'insuffisance de ces paiements,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

10. La Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur, à titre d'amortissement des Parts A augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante :

- le solde du Compte Général, de sorte que celui-ci soit soldé à zéro, aux arrondis près,
- le solde du Compte de Marge Bloquée, de sorte que celui-ci soit soldé à zéro, aux arrondis près,
- le solde du Compte de Gage-Espèces, de sorte que celui-ci soit soldé à zéro, aux arrondis près, dans la limite du capital restant dû sur les Parts A.

Ces sommes sont affectées aux Parts A1 et A2, sur une base *pari passu*, au prorata du capital restant dû sur ces Parts.

11. Si les Parts A sont totalement amorties, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur, à titre d'Amortissement des Parts B augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante :

- le solde du Compte Général, de sorte que celui-ci soit soldé à zéro, aux arrondis près, et

- le solde du Compte de Marge Bloquée, de sorte que celui-ci soit soldé à zéro, aux arrondis près, dans la limite du capital restant dû sur les Parts B.

12. Si la Date de Versement est située un Jour Ouvré avant la Date Ultime d'Amortissement et si les Parts B ne sont pas encore totalement amorties, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré à l'Agent Payeur le montant du capital restant dû sur les Parts B augmenté de la commission de l'Agent Payeur correspondante :

- par le débit du Compte Général puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Gage-Espèces.

13. Si les Parts A et B sont totalement amorties, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que soit viré au Cédant le Montant du Gage-Espèces :

- par le débit du Compte de Gage-Espèces puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte de Marge Bloquée puis, en cas d'insuffisance du solde créditeur de ce compte,
- par le débit du Compte Général.

14. Si la Date de Versement est située un Jour Ouvré avant la dernière Date de Paiement, correspondant à la clôture de la liquidation du Fonds, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que le boni de liquidation éventuel soit versé au porteur de la Part Résiduelle, de sorte que tous les comptes ouverts au nom du Fonds dans les livres de la Banque de Règlement et de la Banque de Dépôt soient soldés à zéro.

15. Si les Parts A et B sont totalement amorties et si le Montant du Gage-Espèces a été intégralement remboursé au Garant, la Société de Gestion donne les instructions nécessaires pour que le boni de liquidation éventuel soit versé au porteur de la Part Résiduelle, de sorte que tous les comptes ouverts au nom du Fonds dans les livres de la Banque de Règlement et de la Banque de Dépôt soient soldés à zéro.

Agent Payeur

Les sommes dues aux porteurs de Parts A et B à chaque Date de Paiement, en principal et intérêts, leur seront distribuées par les soins de l'Agent Payeur à cette date.

Les titres à court terme émis par l'Agent Payeur devront être notés au moins P1 (Moody's). A défaut, les engagements de l'Agent Payeur au titre de la distribution aux porteurs de Parts des sommes qui lui auront été virées à cette fin sur instruction de la Société de Gestion dans les conditions susvisées, devront être garantis par un établissement habilité à consentir une telle garantie et dont les titres à court terme devront être notés au moins P1 (Moody's) ou dont la qualité de crédit des titres à court terme sera jugée équivalente à P1 par Moody's. A défaut, un nouvel Agent Payeur remplissant les conditions de notation susvisées devra être désigné dans les plus brefs délais par la Société de Gestion.

Article 10 - Marché secondaire

Bien que le Crédit Lyonnais et certains membres du syndicat de placement aient l'intention d'intervenir en tant que contreparties sur le marché des Parts cotées, aucune assurance ne peut être donnée quant à la création ou à l'évolution d'un marché secondaire de ces Parts ou quant à la liquidité d'un investissement en de telles Parts liée à l'existence éventuelle d'un tel marché ou à la cotation de ces Parts à la cote officielle de la Bourse de Paris.

Par ailleurs, en application de la Loi, les Parts ne peuvent donner lieu par leurs porteurs à demande de rachat par le Fonds.

Article 11 - Fiscalité

Les principes relatifs à la fiscalité applicable au Fonds et aux porteurs de Parts sont issus notamment de l'Instruction 5 I-3-89 du 17 octobre 1989 du Service de la Législation Fiscale et de la loi de finances pour l'année en cours. Les principes applicables aux porteurs de Parts à la date du deuxième visa de la Commission des opérations de bourse sont décrits à titre indicatif dans la Note d'Information. Ces principes ne sont pas exhaustifs et sont susceptibles d'être affectés par toute modification législative et réglementaire ou tout changement dans leur application par l'administration fiscale intervenant après la publication de cette note.

Il revient à tout souscripteur ou acquéreur potentiel de Parts de se renseigner sur les conséquences fiscales d'une telle souscription ou acquisition, de la détention et de la transmission de Parts en vertu du droit français et de tout autre droit qui lui serait applicable.

TITRE IV

EVALUATION DES RISQUES

MECANISMES DE COUVERTURE

Article 12 - Garanties bénéficiant aux porteurs de Parts

Les principaux risques auxquels sont exposés les porteurs de Parts sont :

- le risque de taux résultant du fait que les Créances portent intérêt à taux fixe tandis que certaines catégories de Parts portent intérêt à taux variable ;
- le risque de liquidité lié, le cas échéant, à la multiplication des retards de paiement des Débiteurs ;
- le risque de crédit lié, le cas échéant, à la multiplication des défaillances des Débiteurs.

Les mécanismes de couverture mis en place pour protéger le Fonds notamment contre les risques susvisés sont exposés ci-après.

Opérations d'Echange

Dans le but exclusif de permettre au Fonds de faire face à ses engagements envers les porteurs de Parts A1, A2 et B, trois opérations d'échange de conditions d'intérêt ont été conclues entre le Fonds et la Contrepartie, le Crédit Lyonnais agissant par sa succursale de New-York dans le cadre du *Credit Lyonnais Derivatives Program*, soumises à la convention-cadre AFB.

Les trois Opérations d'Echange sont :

- une opération à échéancier indéterminé, fonction de l'évolution du capital restant dû des Parts A1, les flux variables étant indexés sur le PIBOR franc français à 3 mois applicable au calcul des intérêts dus sur les Parts A1 ;
- une opération à échéancier indéterminé, fonction de l'évolution du capital restant dû des Parts A2, les flux variables étant indexés sur le PIBOR franc français à 3 mois applicable au calcul des intérêts dus sur les Parts A2 ;
- une opération à échéancier indéterminé, fonction de l'évolution du capital restant dû des Parts B, les flux variables étant indexés sur le PIBOR franc français à 3 mois applicable au calcul des intérêts dus sur les Parts B.

Les échéanciers notionnels des trois Opérations d'Echange susvisées sont calculés de sorte qu'ils correspondent, en cumulé, aux échéanciers effectifs cumulés respectivement des Parts A1, A2 et B.

Conformément aux opérations susvisées, le Fonds paiera trimestriellement à la Contrepartie les Flux Fixes et cette dernière lui paiera les Flux Variables concomitamment, de sorte que seuls les Flux Nets résultant de la compensation entre les Flux Fixes et les Flux Variables donneront lieu à un versement au profit de leur bénéficiaire.

Le *Credit Lyonnais Derivatives Program* est un programme mis en place par le Crédit Lyonnais, en vertu duquel les obligations de sa succursale de New-York au titre de contrats relatifs à des produits dérivés sont garantis par CLFG, filiale *ad hoc* de Financial Security Assurance Holdings Ltd, de sorte que ces obligations ainsi garanties sont notées Aaa par Moody's et AAAt par Standard & Poor's.

Paiements Anticipés Techniques

Afin de protéger le Fonds contre le risque de liquidité lié aux Créances Impayées et aux Créances Déchues de leur Terme, des Paiements Anticipés Techniques seront effectués, le cas échéant, par le Recouvreur et remboursés à ce dernier dans les conditions définies au paragraphe *Amortissement des Parts et paiement des intérêts* ci-dessus.

Si, à une date quelconque, l'Encours des Paiements Anticipés Techniques est supérieur ou égal au Plafond Technique, et tant qu'un tel constat sera maintenu, le Recouvreur ne sera plus tenu d'effectuer de Paiements Anticipés Techniques dans les conditions susvisées.

Gage-Espèces

Un Gage-Espèces d'un montant initial de FRF 47 500 500 sera constitué par le Cédant au profit du Fonds, dès la Date de Constitution du Fonds. Le montant initial du Gage-Espèces sera porté au crédit du Compte de Gage-Espèces.

Tant que la notation des titres à moyen ou long terme émis par le Cédant sera supérieure à Baa2 (Moody's), le Cédant pourra procéder au profit du Fonds, à toute Date de Versement et en une ou plusieurs fois, à des dotations complémentaires au Gage-Espèces. Le montant de chaque dotation complémentaire sera porté au crédit du Compte de Gage-Espèces.

Les conditions dans lesquelles le Compte de Gage-Espèces sera crédité ou débité à chaque Date de Versement sont définies au paragraphe *Amortissement des Parts et paiement des intérêts* ci-dessus.

Les produits financiers générés par le placement des sommes figurant au crédit du Compte de Gage-Espèces seront reversés au Cédant, sur instructions de la Société de Gestion, à titre d'indemnité d'immobilisation du Gage-Espèces.

Marge Bloquée

En période d'Amortissement Normal, il est prévu que des sommes puissent être retenues par le Fonds, correspondant à tout ou partie des montants d'intérêt normalement destinés au porteur de la Part Résiduelle mais qui seront portés au crédit d'un Compte de Marge Bloquée ouvert à cet effet au nom du Fonds dans les livres de la Banque de Dépôt. Ce compte sera crédité de sommes, à chaque Date de Versement, si les soldes créditeurs cumulés du Compte de Gage-Espèces et du Compte de Marge Bloquée sont inférieurs au Seuil de Réserve applicable à cette date.

Les conditions dans lesquelles le Compte de Marge Bloquée sera crédité ou débité à chaque Date de Versement sont définies au paragraphe *Amortissement des Parts et paiement des intérêts* ci-dessus.

Emission des Parts B et de la Part Résiduelle

Outre le Gage-Espèces et l'éventuelle Marge Bloquée susvisés, les porteurs de Parts A sont couverts contre les risques de retards de paiement et de défaillance des Débiteurs par l'émission des Parts B et de la Part Résiduelle, qui supportent en priorité les risques de défaillance des Débiteurs, conformément à l'article 9 du Décret.

La couverture bénéficiant aux porteurs de Parts A du fait de l'émission des Parts B et de la Part Résiduelle résultent des mécanismes d'allocation des flux, exposés au paragraphe *Amortissement des Parts et paiement des intérêts* ci-dessus.

Calendrier des calculs et de la mise en jeu des garanties

La Société de Gestion effectuera en temps utile avant chaque Date de Paiement les calculs nécessaires au paiement des sommes dues aux tiers et aux porteurs de Parts ainsi qu'au fonctionnement du Fonds et, le cas échéant, mettra en jeu les garanties susvisées dans les délais contractuellement prévus, afin que le Fonds dispose desdites sommes à bonne date.

TITRE V

ORGANISMES INTERVENANT DANS L'OPERATION

Article 13 - La Société de Gestion

Mandat légal

La Société de Gestion assure la gestion du Fonds et le représente dans ses rapports avec les tiers et dans toute action en justice, tant en demande qu'en défense. Elle prend, sous le contrôle du Dépositaire, toutes les mesures qu'elle estime nécessaires ou opportunes pour la défense des droits attachés aux Créances. Elle est tenue d'agir en toutes circonstances dans l'intérêt des porteurs de Parts.

Missions

Elle est à ce titre investie des missions suivantes, dont la liste n'est pas limitative :

- (i) Elle conclut, et renouvelle ou résilie le cas échéant, en accord avec le Dépositaire, les contrats nécessaires à la vie du Fonds et elle veille à leur bonne exécution ainsi qu'à celle du Règlement du Fonds. En particulier, elle contrôle la bonne exécution par le Recouvreur de sa mission de recouvrement des Créances, conformément à la Convention de Cession et de Gestion. Elle ne peut conclure, renouveler ou résilier un acte ou contrat, quel qu'il soit, si cela doit avoir pour effet de provoquer une détérioration ou un retrait de l'une des Notations alors en vigueur, sauf si cela permet de limiter cette détérioration ou d'éviter un tel retrait.
- (ii) Elle donne les instructions nécessaires au mouvement des comptes sur lesquels figurent les sommes appartenant au Fonds.
- (iii) Elle nomme le commissaire aux comptes après accord de la Commission des Opérations de Bourse et pourvoit, le cas échéant, au renouvellement de son mandat ou à son remplacement dans les mêmes conditions.
- (iv) Elle calcule les montants dus aux porteurs de Parts, vérifie le montant des commissions supportées par le Fonds et donne toutes instructions au Dépositaire, à la Banque de Règlement ou à tout autre établissement de crédit dans lequel le Dépositaire a ouvert un compte au nom du Fonds, pour que les dettes du Fonds soient réglées à leur date d'exigibilité.
- (v) Elle paie sur ses propres deniers tous les frais et commissions non expressément pris en charge par le Fonds conformément à l'article 22 ci-après, ou par tout autre intervenant dans le cadre d'engagements contractuels exprès.
- (vi) Elle veille à la bonne tenue par l'Agent Payeur des comptes-titres de Parts nominatives et à la bonne exécution des opérations qui y sont liées.
- (vii) Elle établit l'ensemble des documents requis par la Loi et par les règlements pour l'information, entre autres, de la Commission des Opérations de Bourse, de l'Agence de Notation et du public.
- (viii) Elle prend toutes mesures nécessaires ou opportunes en cas de faute grave commise par le Dépositaire ou d'incapacité de celui-ci à exercer sa mission.
- (ix) Elle prend la décision de dissoudre le Fonds et procède aux opérations de liquidation.

Délégations

La Société de Gestion peut confier à un tiers tout ou partie des missions qui lui sont légalement ou contractuellement imparties mais reste néanmoins responsable, vis-à-vis des porteurs de Parts, de la bonne exécution de ces missions.

Article 14 - Le Dépositaire et la Banque de Règlement

Missions

Le Dépositaire est dépositaire des Créances et de la trésorerie du Fonds, et responsable de la conservation de ses actifs. Il a confié à la Banque de Règlement la mission d'ouvrir dans ses livres le Compte Général et le Compte de Réserve, étant précisé que le Dépositaire reste comptable vis-à-vis du Fonds de la restitution de l'ensemble des sommes et des titres ainsi déposés au nom du Fonds dans les livres de la Banque de Règlement.

Les titres à court terme émis par la Banque de Règlement devront être notés au moins P1 (Moody's). A défaut, les engagements de la Banque de Règlement au titre de la restitution du solde créditeur du Compte Général devront être garantis par un établissement habilité à consentir une telle garantie et dont les titres à court terme devront être notés au moins P1 (Moody's) ou dont la qualité de crédit des titres à court terme sera jugée équivalente à P1 par Moody's.

Actifs déposés

Le Dépositaire détient pour le compte du Fonds les actes de cession de créances prévus par la Loi et les justificatifs des Créances et de leurs accessoires. Toutefois, pour des raisons de commodité, les contrats, actes et documents constituant le support matériel et informatique de chacune des Créances acquises par le Fonds resteront initialement en dépôt chez le Cédant, en sa qualité de Recouvreur conformément au Contrat de Cession et de Gestion.

Cependant, à première demande de la Société de Gestion justifiée par un motif valable tenant à la protection des droits des porteurs de Parts, les contrats, actes et documents susvisés seront matériellement individualisés chez le Cédant, ou remis au Dépositaire ou à toute personne indiquée par lui.

Mouvements

Le Dépositaire ou, pour son compte, la Banque de Règlement, est seul habilité à faire mouvoir le Compte du Fonds et reçoit à ce titre les instructions de crédit et de débit de la Société de Gestion. Il vérifie qu'en aucun cas un compte ou sous-compte ouvert au nom du Fonds puisse devenir débiteur et informe la Société de Gestion des mouvements des comptes.

Contrôle de la Société de Gestion

Il s'assure de la régularité des décisions de la Société de Gestion et prend toutes mesures nécessaires ou opportunes en cas de faute grave commise par la Société de Gestion ou d'incapacité de celle-ci à exercer sa mission.

Délégations

Le Dépositaire peut déléguer tout ou partie de sa mission à un tiers, sous sa seule responsabilité vis-à-vis des porteurs de Parts.

Article 15 - Le commissaire aux comptes

Désignation

Le commissaire aux comptes est désigné lors de la constitution du Fonds pour six exercices, après accord de la Commission des opérations de bourse.

Missions

Il certifie les comptes arrêtés par la Société de Gestion dans les 30 jours suivant leur communication.

Il dresse à l'intention des porteurs de Parts un rapport annuel sur les comptes ainsi que sur le compte-rendu établi par la Société de Gestion.

Il signale à la Société de Gestion et à la Commission des Opérations de Bourse les éventuelles irrégularités et inexactitudes qu'il relève dans l'accomplissement de sa mission.

Il vérifie l'information annuelle et semi-annuelle donnée aux porteurs de Parts par la Société de Gestion.

Article 16 - L'Agence de Notation

L'Agence de Notation a été désignée par les Fondateurs en vue d'émettre un document contenant une appréciation des caractéristiques des Parts et des Créances et évaluant les risques que présentent ces dernières, et afin d'assurer le suivi du niveau de sécurité qu'offrent les Parts, conformément à la Loi et au Décret.

Article 17 - Responsabilité des Fondateurs et des autres intervenants

Les porteurs de Parts peuvent poursuivre la Société de Gestion ou le Dépositaire pour obtenir réparation de leurs éventuelles infractions aux dispositions législatives et réglementaires, ou aux clauses du Règlement du Fonds.

Dans l'accomplissement de leur mission, la Société de Gestion ou le Dépositaire ne sont responsables que de leurs fautes.

Les porteurs de Parts peuvent demander en justice la récusation ou la révocation du commissaire aux comptes.

TITRE VI

FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 18 - Acquisition de Créances après la Date de Constitution du Fonds

Le Fonds ne pourra acquérir de nouvelles Créances après la constitution du Fonds, sauf pour procéder, le cas échéant, au remplacement de Créances initialement acquises par le Fonds et dont la cession ferait ultérieurement l'objet d'une résolution du fait de leur non conformité, à la date de leur acquisition par le Fonds, aux critères visés au paragraphe *Nature des Créances* ci-dessus.

Article 19 - Emission de Parts après la Date de Constitution du Fonds

Le Fonds ne pourra émettre de nouvelles Parts après la date de sa constitution.

Article 20 - Trésorerie

La Société de Gestion placera les sommes momentanément disponibles et en instance d'affectation figurant à l'actif du Fonds.

Règles applicables au placement de la trésorerie

Les sommes disponibles ne pourront être placées qu'en :

- bons du Trésor libellés en FRF ;
- autres titres libellés en FRF, dotés d'une échéance et admis à la négociation sur un marché réglementé (à l'exception des parts de fonds commun de créances et des titres donnant accès directement ou indirectement au capital d'une société) notés :
 - au moins A2 (Moody's) pour les titres à long terme, ou P1 (Moody's) pour les titres à court terme, pour tout placement dont l'échéance sera inférieure ou égale à un mois ;
 - au moins A1 (Moody's) pour les titres à long terme, et P1 (Moody's) pour les titres à court terme, pour tout placement dont l'échéance sera supérieure à un mois et inférieure ou égale à trois mois ;
- actions de SICAV monétaires libellées en FRF, notées Aaa (Moody's).

Les sommes disponibles sur le Compte Général pourront également être placées en certificats de dépôt libellés en FRF émis par la Banque de Règlement, sous réserve que les titres à court terme émis par cette dernière soient notés au moins P1 (Moody's) ou, à défaut, que les engagements de la Banque de Règlement au titre du remboursement des certificats de dépôt soient garantis par un établissement habilité à consentir une telle garantie et dont les titres à court terme devront être notés au moins P1 (Moody's), ou jugés d'un niveau de crédit équivalent à P1 par Moody's.

Les sommes disponibles sur les comptes ouverts dans les livres de la Banque de Dépôt seront placées en certificats de dépôt émis par une banque dont les titres à court terme devront être notés P1 (Moody's).

Toute autre forme de placement qui serait autorisée par la législation alors en vigueur pourra être utilisée pour la gestion de la trésorerie du Fonds, avec l'autorisation préalable et écrite de la Société de Gestion.

A l'exception des éventuelles actions de SICAV monétaires, les titres ne pourront être acquis au dessus du pair, ni cédés avant leur échéance sauf, à titre exceptionnel, sur ordre de la Société de Gestion justifié par un souci de protection des intérêts des porteurs de Parts tenant notamment à la situation préoccupante de l'émetteur des titres dont la cession est envisagée ou à un risque de dysfonctionnement du marché ou des paiements interbancaires à la date d'échéance des titres.

Chacun des placements dotés d'une échéance devra arriver à échéance, en tout état de cause, au plus tard un Jour Ouvré avant la Date de Paiement suivant la date dudit placement, l'échéance devant être choisie de sorte que le Fonds puisse à tout moment disposer de la trésorerie disponible pour procéder au paiement ponctuel de l'intégralité des sommes exigibles dues par lui.

La Société de Gestion ne pourra en aucune manière s'affranchir du respect des règles de placement applicables à la gestion de la trésorerie du Fonds.

A chaque Date de Versement, le Compte Général sera crédité, sur instruction de la Société de Gestion, des produits financiers réalisés à cette date sur le Compte Général et le Compte de Marge Bloquée.

Les produits financiers générés par le placement des sommes figurant au crédit du Compte de Gage-Espèces seront reversés au Cédant, sur instructions de la Société de Gestion, à titre d'indemnité d'immobilisation du Gage-Espèces.

Article 21 - Ratio de liquidité

En application de l'arrêté du 3 novembre 1993 relatif aux fonds communs de créances, le ratio de :

- la moyenne du montant des sommes momentanément disponibles et en instance d'affectation, calculé au début de chaque exercice annuel, hormis le dernier,
 - rapportée au montant initial de l'actif du Fonds,
- ne doit pas excéder 40 %.

Ce ratio, apprécié à la Date de Constitution du Fonds compte tenu de l'évolution prévue de l'actif du Fonds, et notamment des remboursements anticipés des créances, est au plus égal à 4 %.

Article 22 - Frais et commissions

Les frais et commissions supportés par le Fonds seront :

- la commission du Recouvreur, payable trimestriellement à terme échu pendant toute la durée du Fonds ;
- la commission de la Société de Gestion, payable trimestriellement à terme échu pendant toute la durée du Fonds ;
- la commission du Dépositaire, payable trimestriellement à terme échu pendant toute la durée du Fonds ;
- la commission de l'Agent Payeur.

Le montant actualisé des frais et commissions susvisés représentera annuellement, tout au long de la vie du Fonds, au maximum 0,65 % du CRD des Créances.

Les frais de constitution du Fonds, d'émission et de placement des Parts seront pris en charge par le Cédant.

Aux commissions susvisées s'ajouteront les commissions de la Banque de Règlement et de la Banque de Dépôt, payables trimestriellement à terme échu pendant toute la durée du Fonds, dont le montant sera proportionnel aux produits et plus-values générés par la trésorerie des comptes ouverts respectivement dans les livres de chacun de ces établissements.

La Société de Gestion supportera les frais de fonctionnement normal du Fonds non expressément pris en charge par un autre intervenant, et notamment les honoraires des commissaires aux comptes.

Article 23 - Principes et exercices comptables

Principes comptables

Les principes applicables à la comptabilité du Fonds figurent dans la Note d'Information et sont annexés aux comptes annuels.

Exercices comptables

Chaque exercice comptable commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Exceptionnellement, le premier exercice comptable commencera le 4 juillet 1997 et se terminera le 31 décembre 1997.

Article 24 - Publications d'informations

La Société de Gestion publiera en temps requis les informations prévues par la réglementation et la Note d'Information. L'ensemble de ces informations fera l'objet d'une publication par les soins de la Société de Gestion, sous la forme d'un document transmis à toute personne qui en fera la demande auprès de la Société de Gestion, et mis à la disposition du public dans les locaux du Dépositaire et de tous les établissements chargés de recueillir des souscriptions.

Article 25 - Dissolution - Liquidation

Dissolution anticipée

Le Fonds pourra faire usage de la faculté de liquidation anticipée qui résulte de l'article 34 alinéa 6 de la Loi et de l'article 6 du Décret.

A cet effet, la Société de Gestion, agissant pour le compte du Fonds, devra proposer au Cédant d'acquiescer, en une seule fois et en totalité les Créances figurant à l'actif du Fonds, dès que le CRD cumulé des Créances Vivantes sera devenu inférieur à 10% du montant initial de l'émission, ou dans tout autre cas prévu par la réglementation alors en vigueur.

La cession des Créances par le Fonds dans les conditions susvisées aura lieu à une Date de Versement, et au plus tôt à la première Date de Versement suivant la Date d'Arrêté à laquelle les

conditions nécessaires à cette cession auront été réalisées. Le prix de cession sera porté au crédit du Compte Général.

Le prix de cession des Créances au Cédant dans les conditions susvisées devra être suffisant pour qu'après la cession le Fonds dispose des sommes nécessaires pour payer les Commissions de Base et toutes sommes en principal et intérêt restant dues aux porteurs de Parts A et B, et les sommes en principal dues au porteur de la Part Résiduelle, ainsi que la commission de l'Agent Payeur s'y rapportant. A défaut, une telle cession ne pourra être effectuée.

A défaut de cession des Créances au Cédant dans les conditions susvisées, pour quelque raison que ce soit, la Société de Gestion tentera de céder les Créances figurant encore à l'actif du Fonds, ainsi que les droits et accessoires qui y seront attachés, à tout établissement de crédit ou assimilé, dans les mêmes conditions.

Date de dissolution

Le Fonds sera dissous lors de la cession des Créances dans les conditions susvisées ou, à défaut, lors de l'extinction de la dernière Créance figurant à son actif.

Liquidation

Quelle que soit la cause de la dissolution du Fonds, la Société de Gestion procédera à la liquidation du Fonds dans les six mois qui suivront la date de cette dissolution.

La Société de Gestion, le Dépositaire et le commissaire aux comptes continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'à la clôture de la liquidation.

Boni de liquidation

L'éventuel boni de liquidation sera attribué au Cédant.

Article 26 - Modification du Règlement du Fonds

Le Règlement du Fonds peut être modifié d'un commun accord entre la Société de Gestion et le Dépositaire ou, à défaut, sur demande de la partie la plus diligente, par le tribunal compétent défini dans le Règlement du Fonds. Toute modification sera préalablement portée à la connaissance de la Commission des opérations de bourse et de l'Agence de Notation trente jours calendaires au moins avant l'entrée en vigueur de la modification envisagée et ne pourra pas être mise en oeuvre si elle a pour effet de provoquer une détérioration ou le retrait de l'une au moins des Notations alors en vigueur, sauf si elle a pour effet de limiter une telle détérioration ou d'éviter un tel retrait. Les porteurs de Parts seront tenus informés des éventuelles modifications par tous moyens jugés nécessaires par les Fondateurs et la Commission des opérations de bourse. Sauf dérogation expresse accordée par la Commission des opérations de bourse, une modification du Règlement du Fonds entrera en vigueur trois jours après que les porteurs de Parts en auront été avisés.

Au cas où l'agrément de la Société de Gestion accordé par la Commission des opérations de bourse lui serait retiré, pour quelque raison que ce soit, tous pouvoirs sont donnés au Dépositaire pour désigner, avec l'autorisation de la Commission des opérations de bourse, une nouvelle Société de Gestion.